

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 26 février 2025

DATE DE PUBLICATION : 12 mars 2025

*L'an deux mille vingt-cinq, le onze mars, à 18 h 00, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle ordinaire des séances, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES – M. RAMBAUD - M. ÖZTÜRK – Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON – M. KHALID - Mme RASAMOELY – M. BA - M. BARAY - Mme MANAÏ-AHMADI - Mme SOW – Mme PATUREAU - M. RENOUF – M. JOLIVET – M. CHRISTODOULOU - Mme LAMA – M. FAURE – M. GUEDJ - Mme DURAND – Mme LOISEAU – M. BALABAN

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme BAYRAM à M. DEMAUMONT
- Mme CAYOUX à Mme SOW
- Mme HENRY à M. BA
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. TOUANE à Mme HEUGUES
- Mme PERIERS à M. FAURE
- Mme PRIEUX à Mme LAMA

**ABSENTS :**

- Mme PHESOR
- M. OREN
- M. TAVARES

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme SOW

**OBJET :**

**Analyse et conseil en ingénierie sociale et recouvrement des indemnités journalières de sécurité sociale et de prévoyance – Conventions avec la société LEYTON**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

045-214500688-20250314-DEL-2025\_0310-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025

## CHALETTE SUR LOING Conseil Municipal du 11 mars 2025

**OBJET :**

**Analyse et conseil en ingénierie sociale et recouvrement des indemnités journalières de sécurité sociale et de prévoyance – Conventions avec la société LEYTON**

**Directeur de secteur** : Laurence SURIEU

**Service** : Direction des Ressources Humaines

**Affaire suivie par** : Laurence SURIEU

**Mme HEUGUES** : Cabinet de conseil international né en France et basé à Issy-Les-Moulineaux (ex CTR), la société LEYTON accompagne les entreprises, collectivités et organismes publics dans une démarche d'optimisation des ressources, dans un cadre affiché de développement durable et responsable.

Elle propose à la commune un accompagnement sur 2 thématiques RH complémentaires :

-le recouvrement des indemnités journalières (IJ) de sécurité sociale et de prévoyance ;

-l'ingénierie sociale, à savoir l'optimisation dans le domaine des charges sociales, des taxes assises sur les salaires, les contributions sociales et les crédits d'impôt relatifs à l'emploi et à la masse salariale.

Sur la base de livrables fournis par la société après études, la collectivité pourra être conseillée et accompagnée sur une période pouvant s'étaler sur 3 ans en vue de l'obtention des économies et des régularisations envisageables, sur lesquelles le prestataire se rémunérera à hauteur de 35%.

Cette prestation permettant d'obtenir un audit dans des domaines techniques et spécifiques nécessitant des connaissances pointues difficilement mobilisables en interne et étant rémunérée au résultat, il est proposé d'approuver les 2 conventions proposées par la société LEYTON et d'en autoriser la signature.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29 ;

**VU** les 2 projets de conventions proposés par la société LEYTON-CTR ;

**Après en avoir délibéré,**

**APPROUVE** les conventions à conclure avec la société LEYTON en vue d'optimiser les charges et cotisations sociales relatifs à l'emploi et à la masse salariale et de recouvrir les indemnités journalières auprès des organismes compétents.

**AUTORISE** le maire, et son suppléant en cas d'empêchement, à les signer, ainsi que tous documents en lien avec les missions confiées.

Nombre de membres en exercice	33	
Nombre de membres présents ou représentés	30	
Votes pour	30	
Votes contre	0	
Abstentions	0	
Ne prend pas part au vote	0	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL*

*et le compte-rendu de la présente délibération ont*

*été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12*

*du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet*

*acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*

Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT



